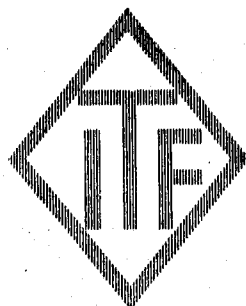




FASCISME

4ème année
No. 13

Amsterdam, le 27 juin 1936



NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE
OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE

Des vies ouvrières
sont menacées.

(I.T.F.) A Dantzig la terreur fait
rage. Des bandes nazies assaillent
des réunions de leurs adversaires,
terrorisent des passants, dévastent

les demeures d'ouvriers dont on connaît l'attachement
loyal au syndicalisme. Le Sénat encourage les bandits
dans leur oeuvre et le suprême Führer Adolf Hitler les

couvre d'éloges!

Mercredi le 10 juin des troupes des S.A. ont tiré sur des
demeures d'ouvriers dantziens. Dans la maison de l'ouvrier B. ils
ont tiré à hauteur de ventre dans l'espoir d'atteindre l'ouvrier ou
du moins un de ses cinq enfants. Dans la demeure de l'ouvrier P. dont
la femme venait d'accoucher la nuit précédente, les S.A. jetèrent de
gros cailloux. Le 11 juin une bande de S.A. assaillit des ouvriers en
pleine rue. Un des miliciens, Radtkowski, abattit deux ouvriers à
coups de couteau. Le lendemain il prit la fuite - bien que la police
ne lui eût rien fait - en Allemagne afin d'aller se mettre sous la
protection du Führer. Le vendredi 12 juin des troupes des S.A. firent
irruption dans une réunion privée du parti national allemand con-
servateur, s'attaquant à l'auditoire, surtout aux femmes, au moyen
de grenades d'exercice (imitations en bois, munies d'un cercle en
fer). La réunion opposa une résistance énergique et un des assaillants
dut être transporté à l'hôpital où il mourut le lendemain. Le Sénat
décida de lui faire des obsèques publiques et ordonna au personnel
enseignant de célébrer comme un héros celui qui venait de succomber
aux suites de son méfait. Les S.A. allemandes se firent représenter
aux obsèques par le chef d'état-major Lutze qui apporta une couronne
de la part d'Hitler! Parlant devant la tombe, il recommanda de
"montrer le poing à ceux qui l'élèvent contre nous".

Dans la nuit du 13 au 14 juin un groupe de S.A. tenta un assaut
sur le territoire de l'église catholique à Dantzig-Emaus où des
membres de l'Association ouvrière catholique avaient monté la garde.
Ils ne prirent la fuite que quand, au milieu de la nuit, les défen-
seurs firent sonner les cloches. La même nuit un groupe de 16 S.S.
attaqua dans le village de Wiesental (arrondissement Danziger Höhe)
la maison des trois frères Zeller, l'un petit paysan, les deux

autres, menuisier et tailleur de pierres, en chômage. Les assaillis n'avaient pas d'armes. Dans l'obscurité les assaillants tirèrent les uns sur les autres: deux S.S. moururent à la suite du tir de leurs collègues. La police loin d'inquiéter les agresseurs, arrêta leurs victimes. Le chef de la Gestapo allemande Himmler parut aux obsèques. Il était porteur d'une couronne d'Hitler et incita à de nouveaux actes de terrorisme. "Ainsi que vous en avez fait le serment, vous n'avez pas hésité à mettre votre vie en jeu" déclara-t-il devant la tombe des terroristes tombés lors de leur agression contre des hommes sans défense. "Le Führer qui a été renseigné sur votre sort m'a chargé de vous transmettre un dernier salut". Ensuite, s'adressant aux S.A. dantzikois, le chef de la Gestapo d'ajouter: "Ces deux noms, camarades dantzikois, vous invitent à faire des efforts pour égaler ceux qui les ont portés en vaillance (!) et en honneur(!)!" (Völkischer Beobachter, du 20 juin.) On peut donc compter sur une nouvelle vague de terreur.

On voit à Dantzig -ainsi que l'écrit dans le "New Dawn" du 13 juin le député travailliste anglais Rhys J. Davies, qui a visité Dantzig pendant la semaine de Pâques, "des centaines de Nazis casés dans de grands baraquements, tous en chemise brune, comme en Allemagne, avec le brassard à croix gammée et le poignard à la ceinture..... Ils passent dans les rues en formations militaires et se conduisent tout comme s'ils faisaient partie d'une armée régulière. La question de savoir qui les paie est un problème qui reste entier. Une partie d'entre eux ont été cherchés en Allemagne bien que presque tous les dantzikois soient de nationalité allemande..... Les syndicats libres ont été opprimés, une plainte contre le gouvernement pour violation de la constitution, est en instance devant le tribunal. Le petit mouvement coopérateur a été totalement anéanti... On se rappelle qu'à la fin de la grande guerre la ville libre de Dantzig a été rendue autonome. Depuis lors, la Société des Nations y est représentée par un Haut Commissaire. Cette fonction est remplie en ce moment par l'Irlandais, Sean Lester, un homme de sentiments élevés, sérieux et brave. S'il en était autrement il serait douteux si des membres actifs des minorités (antifasciste) auraient la possibilité de trouver encore à Dantzig simplement de quoi vivre."

Cette fois encore, le Commissaire a protesté contre la terreur nationale-socialiste. Ses protestations n'auront toutefois aucun effet aussi longtemps, que tous les gouvernements responsables de l'attitude de la Société des Nations ne se décideront pas à prendre des mesures efficaces pour la protection de l'opposition dantzikoise terrorisée par les Nazis.

Ce sont les pauvres
qui doivent payer.

(I.T.F.) Finalement a été tranchée
la question de savoir qui devra
supporter les frais du réarmement du

Reich allemand. La dictature hitlérienne a pris la décision à laquelle on pouvait s'attendre: les pauvres devront payer. Lorsque le sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances Reinhardt eut constaté (le 12 mai) que les recettes en impôts, bien que le produit des impôts ait dépassé en 1935 de plus de 2 milliards celui de 1932 "n'étaient pourtant pas suffisantes pour faire face au surplus de dépenses découlant du nouvel ordre des choses" (lisez: du réarmement -Red.), le Front allemand du travail assura aux ouvriers inquiets qu'on ne précéderait en aucun cas à percevoir de nouveaux impôts des masses: dans le Troisième Reich de la communauté populaire, les riches devaient payer. Il alla jusqu'à préconiser - appuyé énergiquement en cela par les propagandistes du Reichsnährstand, l'organisation obligatoire des paysans - un prélèvement sur la fortune des gros capitalistes afin de financer le réarmement, ainsi qu'une nationalisation des industries de guerre dans le but de réduire les frais. Les gros capitalistes toutefois, se sont concertés avec les chefs de l'armée. Le 30 mai le Dr. Schacht, ministre de l'Economie, prit démonstrativement part, comme unique ministre à côté d'Hitler et de son lieutenant, aux manœuvres de la marine; le 9 juin le chef de la section de la défense économique au sein de l'état-major, le lieutenant-colonel Thomas, prit la parole dans une session de l'industrie "productrice de fer" pour parler contre une

nationalisation des industries de guerre et le 16 juin le soussecrétaire Reinhardt déclara: il n'y aura pas de prélèvement sur les capitaux; les masses devront payer.

Le grand capitalisme a triomphé. (Pour se rendre de l'importance de la décision, voir "Fascisme" Nos. 8 et 11.)

Pourquoi Hitler déprime les salaires.

L'aveu du Völkischer Beobachter.

(I.T.F.) Les classes travailleuses allemandes commencent à se remuer. "Les tendances à une nouvelle réglementation des salaires, des heures de travail et des congés annuels sont

déjà si accentuées dans l'économie allemande et avant tout parmi les classes laborieuses, que de plus en plus, elles se font jour et poussent vers une réalisation pratique"--ainsi écrit la "Braune Wirtschaftspost" (No. du 16 mai 1936) qui paraît sous les auspices de l'industriel Thyssen. Malgré la terreur aggravée des organes policiers, des ouvriers allemands au sein des entreprises demandent ouvertement déjà des augmentations de salaire, inondent les journaux nazis de lettres pleines de critiques, rédigées en un ton qui dans le Troisième Reich des camps de concentration, equivaut à un coup d'audace.

Le "Völkischer Beobachter", organe central du parti nazi, publie avec indignation (N° du 7 juin 1936) une pareille lettre. "Personne s'occupant de questions économiques" --le journal officiel d'Hitler doit tolérer qu'on lui écrive ainsi -- "ne croira que l'ordre capitaliste a disparu. S'il est vrai que les méthodes financières publiques ont pris un autre caractère, de coercition, le capital, ou du moins ce qu'on entend généralement par ce mot, n'a jamais été aussi puissant et aussi privilégié qu'à heure actuelle. La grosse industrie n'a-t-elle pas chez nous de réels privilèges en matière d'impôts en opposition avec les classes travailleuses de la population? C'est là en soi-même déjà une conception nettement capitaliste. L'économie peut accumuler d'immenses bénéfices et réserves, les ouvriers sont invités à attendre et à se consoler en attendant la réalisation d'une série de conditions préalables.

Les gros font des bénéfices et les petits reçoivent des traites sur l'avenir. Si ce n'est pas là du capitalisme au sens spécifique du mot, je voudrais bien savoir ce qu'il faut entendre par capitalisme. On n'a qu'à lire des bilans, à regarder les amortissements, les comptes en banque, les stocks de fonds publics, des postes consacrés à d'autres dépenses. Qu'on note aussi dans bien des bilans les chapitres passifs ont pour ainsi dire disparu; tout cela a pourtant dû être gagné et encore en si peu de temps. Un certain groupe réalise par conséquent des bénéfices formidables aux dépens du reste de la population. C'est ce qu'on qualifiait autrefois d'exploitation capitaliste outrancière.....

Dans l'époque de grande prospérité du capitalisme, les choses n'allaient pas mieux. Aux temps de hausse économique on n'a cependant jamais vu ni connu des bilans tels qu'on les voit aujourd'hui. Ce n'est pas étonnant, vu la situation de monopole, les prix élevés et les privilèges en matière d'impôts. L'économie repose donc sur des bases nettement capitalistes."

Le rédacteur économique du "Völkischer Beobachter" est obligé de confesser: "Lorsqu'on se laisse guider par des sentiments d'envie (!) et considère les choses d'un oeil rendu plus critique par le sentiment de son infériorité, les choses sont, effectivement ainsi, avec une certaine exagération (?)" . Il doit avouer qu'en effet le revenu des gros capitalistes s'est accru de milliards, bien que les salaires des travailleurs aient été maintenus à un niveau de crise alors que le coût de la vie montait, mais il excuse la dictature: les employeurs ne permettent pas à la dictature nationale-socialiste, toute-puissante de pratiquer des augmentations! Les dictateurs doivent obéir au grand capital. L'organe central du parti nazi reconnaît ainsi ouvertement que les seigneurs de l'économie sont les véritables dominateurs du Troisième Reich.

Le "Völkischer Beobachter" avoue que les gros capitalistes ont pu augmenter leurs revenus de 2,3 milliards. Si l'on écoutait les ouvriers, ce serait eux qui auraient dû profiter de ces 2,3 milliards. Qu'est-ce qu'ils en auraient eu? 50 pfennigs par jour de travail. Cette somme aurait certes son importance. Seulement pour réaliser ce partage, l'Etat aurait dû faire un effort formidable. Il aurait

même été si grand qu'il aurait accaparé toutes (!) les forces du gouvernement. Dans chaque cas séparément, on aurait dû contrôler si aucune faute n'avait été commise. Il y en aurait eu certes des quantités (---telle est l'opinion de l'organe du parti nazi à l'égard du respect des contrats de la part des employeurs! -Red.) attendu que l'industrie et l'agriculture auraient considéré cette répartition de leurs bénéfices aux ouvriers comme un vol (!). Le gouvernement se serait placé en opposition flagrante avec l'économie et son énergie aurait été entièrement paralysée dans la lutte pour maintenir ses positions."

La franchise avec laquelle l'organe central du parti nazi reconnaît que la dictature hitlérienne se conforme aux désirs du grand capital et défend les bénéfices patronaux et les compressions des salaires "pour maintenir ses positions" a suscité beaucoup d'indignation en Allemagne. Le journal s'est vu obligé de publier, comme il le dit lui-même, une nouvelle lettre parmi les "inombrables missives" qui lui avaient été envoyées par des personnes indignées (N° du 13 juin). Voici la lettre: "Nous sommes des ouvriers et nous ne comprenons pas ce que vous écrivez dans votre journal pour justifier les énormes bénéfices patronaux au sujet des 50 pfennigs de majoration par jour. Ce n'est pas là du national-socialisme, c'est simplement du capitalisme. Ou en quoi consiste à votre avis la différence? Notre nom n'a aucune importance en cette question (cette précaution en vue des méthodes de la police secrète de l'Etat.-Red.) Tous les camarades à qui nous avons parlé sont de notre avis."

C'est ainsi que pensent les ouvriers allemands qu'on prétend les "piliers les plus fidèles d'Adolf Hitler".

La pression sur les fonctionnaires allemands.

(I.T.F.) L'Association nationale des fonctionnaires allemands, le groupement obligatoire pour tous les

fonctionnaires, "exige de ses membres, pendant le service et en dehors de celui-ci, une conduite et une attitude conformes aux principes des conceptions politiques et philosophiques du national-socialisme". Un fonctionnaire qui assiste la famille d'un prisonnier politique dans la gêne, qui envoie ses enfants dans une organisation de jeunesse protestante ou catholique ou qui fait ses achats dans un magasin dont le propriétaire est Juif ou "non-aryen" chrétien peut être expulsé de l'organisation par la "Chambre arbitrale" nouvellement constituée. Il perd de la sorte automatiquement son emploi pour "attitude hostile à l'Etat" et la plupart du temps aussi, tous ses titres à la retraite.

L'accusé n'a que rarement la possibilité de se défendre! Les directives à observer stipulent de manière expresse: "Il est permis de félonner à entendre le membre accusé, lorsque la proposition d'expulsion est justifiée par le renvoi à un jugement pénal ou disciplinaire valable ou à une décision valable en droit d'instances judiciaires du parti ou des S.A." (Nationalsozialistische Beamtenzeitung, 4me année N° 26).

Le premier expulsé par arrêt de la Chambre arbitrale était un fonctionnaire supérieur de la Reichsbahn de Mannheim.

Un expert!

(I.T.F.) Un trésorier du Front allemand du Travail dans la ville industrielle de Westphalie Essen qui avait

détourné 5 000 marks, a été condamné à 15 mois de détention et 300 marks d'amende. Le tribunal constate dans ses attendus: "L'accusé avait déjà été condamné cinq fois pour un motif analogue." (Frankfurter Zeitung 18 juin.) C'était bien l'homme qu'il fallait au Front allemand du travail!

L'assiette au beurre.

(I.T.F.) Le trésorier du Front allemand du travail a communiqué (dans

le quotidien du Front du travail du 18 juin) qu'uniquement dans les bureaux de cette organisation, il y a 27 000 (vingt-sept mille!) secrétaires. Il a hélas négligé de nous faire connaître le nombre des secrétaires qui siègent encore dans les bureaux des organisations dépendant du Front allemand du travail, la Société récréative "La force par la joie", la Corporation des paysans et l'Association des fonctionnaires allemands.

Les gens de la bourse
sont satisfaits.

(I.T.F.) Le maréchal Graziani, vice-roi d'Ethiopie, a autorisé par décret --ainsi que l'annonce le "Lavoro

Fascista" du 7 juin-- les nouveaux pouvoirs publics à fixer comme bon leur semble "les salaires payés à la main-d'oeuvre indigène, en conformité avec les conditions de vie locales, avec les possibilités de production et avec les nécessités militaires inéluctables". Les autorités militaires ne pourront désormais en aucun cas payer des salaires supérieurs à ceux payés par les employeurs privés dans la région en cause. Le quotidien des organisations ouvrières fascistes annonce que ce décret "a fait une excellente impression dans les milieux des financiers et gros commerçants d'Addis Abeba, où l'on avait craint une augmentation du coût de la vie à la suite d'une majoration du taux des salaires".

Les financiers et commerçants ont pu en effet se convaincre que les fascistes sont d'excellents négriers!

L'Italie apporte la "liberté".

(I.T.F.) La presse italienne du 6 juin annonce que, selon un ordre

des autorités militaires en Abyssinie, on ne pourra employer comme ouvriers et surveillants aubaltes dans la construction des routes que de la main-d'oeuvre indigène. Les fonctions supérieures sont exclusivement réservées aux Italiens et autres blancs.

Il n'y a pas de droit
à Vienne.

(I.T.F.) Le bulletin de la Fédération Syndicale Internationale écrit:

"Le 5 juin, la Cour de Cassation de Vienne avait à se prononcer sur l'appel interjeté par les militants syndicaux Holowatyj et Steindl contre leur condamnation à 10 et 5 ans de prison cellulaire. Ils avaient été déclarés coupables de haute trahison pour leur activité illégale en faveur des syndicats libres. Le procureur avait découvert, dans le contenu de deux tracts, le délit de haute trahison. Mais comme il s'agissait d'anciens tracts pour lesquels le délai de poursuite était déjà prescrit, le procureur devait produire d'autres tracts n'ayant pas figuré au procès lors de la première condamnation. La Cour de Cassation a donc annulé une partie de la condamnation, déclarant les preuves insuffisantes, mais la demande d'acquiescement fut repoussée. La condamnation d'Holowatyj a été portée de 10 à 6 ans; celle de Steindl, 5 ans, n'a pas été modifiée.

La condamnation d'Holowatyj et de Steindl est une atteinte que le gouvernement autrichien et son tribunal portent à la majeure partie des ouvriers autrichiens, restés fidèles aux principes du syndicalisme libre. Par ce jugement on veut effrayer les milliers de travailleurs qui réclament le rétablissement de la liberté d'organisation et des droits dont ils ont été dépouillés en février 1934. Les motifs pour lesquels ces deux militants ont été condamnés sont trop futiles, tout le jugement est juridiquement trop contestable, pour que l'opinion ouvrière ne le reconnaisse pas pour ce qu'il est en réalité: une condamnation pour l'exemple.

Tu repousseras
ton fils!

(I.T.F.) Le document qu'on va lire est caractéristique de la mentalité "chrétienne" des dictateurs autrichiens:

"Mag. Abt. 21/I.

Monsieur N.N.

Votre fils a été arrêté le pour activité clandestine. L'administration des immeubles municipaux est disposée à titre exceptionnel à vous permettre de continuer à habiter la demeure dont vous êtes locataire, à condition toutefois que vous interdisiez pour toujours (!) à votre fils l'accès dans votre demeure ainsi que dans tout l'immeuble. Si vous négligiez de satisfaire à cette condition votre bail sera dénoncé judiciairement et vous serez expulsé de votre demeure sans indemnisation. (Il faut savoir qu'à Vienne il y a une grave pénurie de logements!-Red.)
Veuillez en prendre acte.

Le chef du service:

Dr. Holzer, Obermagistratsrat."

L'écrit ci-dessus se passe de commentaire!

Un président syndical corrompu.

(I.T.F.) Le président du syndicat fasciste autrichien des ouvriers de l'industrie de l'alimentation, le

Heimwehrien Lichtenegger, a dû déposer ses fonctions. Il n'y avait pas moyen de dissimuler plus longtemps que cet homme d'honneur aussi, s'était laissé corrompre par la direction de la Société d'assurances "Phönix".

On sait depuis longtemps que Lichtenegger est un individu corrompu. Il avait constitué parmi le personnel de la "Montangesellschaft" dans laquelle les industriels allemands de la Ruhr avaient des intérêts, le premier syndicat jaune d'Autriche et avait touché en récompense un traitement de la part du directeur général nazi! Lorsque, en 1932, le sort du gouvernement Dollfuss dépendait de quelques voix, Lichtenegger qui avait été élu député au Conseil National sur une liste de la Heimwehr se fit verser pour deux votes en faveur du gouvernement 2000 schillings par vote. En février 1934, ce jaune devint président de l'organisation fasciste des ouvriers de l'alimentation. Dans cette fonction aussi, il s'est enrichi de son mieux. Le gouvernement ne se risque pas à publier combien il a touché de la Phönix. On sait cependant que Lichtenegger a touché pour la conclusion d'un contrat collectif dans une grande société de boulangerie viennoise une "gratification" de 1000 schillings de la part des employeurs. Il paraît que la caisse syndicale gérée par lui accuse un déficit de 300 000 à 400 000 schillings. Lichtenegger vient à présent d'acheter de ses "économies" un grand hôtel à Reifnitz au Woerther See. Le syndicat unique non seulement ne lui a pas réclamé le remboursement des montants volés mais lui a même payé une grosse somme pour qu'il se taise!

Provisoirement le président du syndicat unique Staud s'est chargé de la présidence de l'organisation des ouvriers de l'alimentation. Il tente à présent par tous les moyens de récupérer les sommes que le syndicat libre des ouvriers de l'alimentation avait en temps voulu confié à son Internationale professionnelle, les sauvant ainsi de la convoitise des dominateurs corrompus, aux fins de combler le déficit.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

63 mois de prison pour
la distribution d'un
journal syndical!

(I.T.F.) Les dictateurs chrétiens tâchent par tous les moyens d'opprimer l'organisation syndicale libre des cheminots et ouvriers des transports.

Ils mettent un acharnement spécial à poursuivre l'organe du syndicat clandestin mais ce n'est que rarement que les espions de la dictature réussissent à en empêcher la distribution. La dictature tente par conséquent d'avoir recours à des mesures d'intimidation. Devant le tribunal de Salzbourg un malfaiteur, condamné plusieurs fois déjà pour cambriolage, vient de prétendre que le cheminot Johann Schmiedlechner lui aurait une fois remis l'organe clandestin du syndicat des cheminots et ouvriers des transports ainsi que celui des socialistes autrichiens. Bien que la gendarmerie compétente ait dû déclarer que, malgré une surveillance rigoureuse, il n'avait pas été possible de constater quoi que ce soit "d'illicite" dans l'attitude du cheminot incriminé, celui-ci a été condamné, en vertu de la dénonciation d'un malfaiteur professionnel, à cinq ans et trois mois de prison pour avoir distribué un journal syndical!

Sur le beau
Danube bleu!

(I.T.F.) Un grave accident s'est produit le 11 juin à Vienne sur le Danube. Vu le niveau élevé de l'eau,

les vapeurs ne pouvaient plus passer sous les ponts et un service spécial de communications dut être installé entre les ponts à l'intention du vapeur de luxe "Wien", un des plus grands bateaux de la Société autrichienne de navigation sur le Danube. Lorsque vers l'après-midi le bateau naviguait en aval pour aller faire le plein des soutes, le gouvernail refusa soudainement de fonctionner. Le bateau, pris dans le courant, fut jeté de côté contre les piliers du Pont national. 23 hommes seulement de l'équipage de 29 têtes purent se sauver.

A l'occasion de cet accident, les journeaux viennois censurés donnent quelques renseignements au sujet des conditions de travail sur les bateaux de la Société de navigation danubienne. La "Arbeiterwoche" (N° 25 du 20 juin) dépeint la "journée de travail" d'un matelot, enrôlé sur le bateau accidenté. Le dimanche 7 juin son service commença un peu après 5 heures du matin, pour continuer, avec quelques interruptions s'élevant en total à environ 5 heures, jusqu'au lundi à 5 heures de l'après-midi. Le mardi était un jour de repos, c'est-à-dire qu'on se livra à des nettoyages de 7 heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi; ensuite quelques heures de loisir. Le mercredi le bateau partait de Linz à 9.30 heures pour arriver à Vienne à 6.20 heures du soir. Le service pour les hommes dura toutefois de 9.30 heures à minuit et demie. Le jeudi matin, il fallut se remettre au travail à 6 heures du matin et le travail ne fut interrompu qu'à une heure de l'après-midi environ par l'accident. Les 4 matelots et le chauffeur avaient fait avant l'accident pas moins de 20 heures et demie de service.

Il est vrai que ce service avait été interrompu par quelques heures de repos. Sur un navire cependant, ce repos ne consiste qu'en une certaine liberté de mouvement mais les hommes doivent toujours être prêts à reprendre le service en cas de besoin. Le journal écrit que le surmenage du personnel est une des causes de l'accident et ajoute que les heures de travail interminables compromettent la sécurité dans la navigation danubienne. Il signale encore un autre élément de dangers. "On constate toujours à nouveau dans la Société de navigation danubienne que des marins plus âgés et expérimentés sont remplacés par des éléments jeunes, meilleur marché. Certes, il est nécessaire dans une entreprise d'engager de temps à autre de la main-d'œuvre jeune. Ici toutefois, il ne s'agissait que de faire des économies sur les salaires... On a enrôlé des ouvriers qui ne savaient même pas nager. C'est là un danger pour la navigation, danger qui provient uniquement du fait qu'on désire économiser des salaires. Le commandant de la Heimwehr Fey se trouve à la tête de la Société autrichienne de navigation sur le Danube. C'est l'homme responsable du tir sur les logements ouvriers viennois. Dans le conseil d'administration, les représentants du capital italien ont le dessus.